

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 18 08 2025

#### Le gouvernement lance le plan « *Brasil soberano* » pour amortir le choc de la surtaxe commerciale américaine

Le plan vise à atténuer l'impact des surtaxes américaines, prévoyant 30 Md BRL (4,8 Md EUR) en crédits, des allègements fiscaux et un appui ciblé aux exportateurs et aux travailleurs. Le dispositif prévoit des remboursements d'impôts plus élevés pour les entreprises qui exportent et la suspension temporaire de certains prélèvements afin de réduire leurs coûts, ainsi que la diversification des débouchés commerciaux via la négociation de nouveaux accords commerciaux.

#### Le Brésil réplique aux accusations commerciales américaines et défend son système de paiements Pix

Le Brésil a présenté un mémoire en défense à l'enquête ouverte par les Etats-Unis au titre de la section 301, rejetant les accusations jugées infondées et rappelant que ses politiques sont conformes aux règles de l'OMC. Brasília a particulièrement insisté sur le Pix, système de paiements instantanés utilisé par plus de 160 M de personnes, qu'elle considère comme un outil d'inclusion et de modernisation de l'économie.

#### L'activité économique s'essouffle au 2ème trimestre d'après les premières estimations

Les estimations provisoires du PIB brésilien confirment un net ralentissement de l'économie au T2 2025. L'indice IBC-Br de la Banque centrale a reculé de 0,1% en juin et ne progresse plus que de 0,3% sur le trimestre, contre 1,5% en début d'année. Le Monitor do PIB de la FGV fait écho à ce diagnostic, avec une hausse de 0,5% sur le T2. Les secteurs de services et de l'extraction soutiennent encore l'activité, mais la consommation et les investissements s'essouffent sous l'effet des taux d'intérêt élevés.

CHIFFRE DE LA  
SEMAINE :

**726 000**

C'est le nombre  
d'emplois que le Brésil  
pourrait perdre en raison  
des tarifs imposés par les  
États-Unis.

Source : Dieese.

### Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur deux semaines	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-0.0%	+12.0%	134 506
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	-7.9%	-35.2%	139
Taux de change USD/BRL	+0.4%	-11.3%	5.48
Taux de change €/BRL	+0.2%	-0.6%	6.37

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## Le gouvernement lance le plan « Brasil soberano » pour amortir le choc de la surtaxe commerciale américaine

**Le gouvernement brésilien a lancé un plan d'urgence pour atténuer les effets du tarif de 50% imposé par les États-Unis sur plus de la moitié des exportations brésiliennes à destination du marché états-unien.** Le plan a été intitulé *Brasil soberano* (Brésil souverain). Le président Luiz Inácio Lula da Silva a présenté ce dispositif pour soutenir les entreprises les plus touchées par la guerre commerciale, protéger les emplois et préserver la compétitivité du pays. Le coût de l'opération, estimé à 9,5 Md BRL (1,5 Md EUR) pour les finances publiques, ne sera pas pris en compte dans la cible de résultat primaire du gouvernement.

**Le cœur du dispositif repose sur une ligne de crédit de 30 Md BRL (4,8 Md EUR) financée par le Fonds de Garantie à l'Exportation, qui permettra d'offrir des prêts à des conditions avantageuses.** Ces financements seront prioritairement orientés vers les entreprises les plus dépendantes du marché américain, avec une attention particulière aux petites et moyennes structures. Pour sécuriser l'accès aux fonds, l'exécutif prévoit des apports de 4,5 Md BRL aux différents mécanismes de garantie, dont 1,5 Md au Fonds Garantidor do Comércio Exterior, 2 Md au Fonds Garantidor para Investimentos du BNDES et 1 Md au Fonds de Garantia de Operações du Banco do Brasil.

**Parallèlement, le plan prévoit une série de mesures fiscales.** Le régime spécial de drawback, qui suspend ou exonère certains impôts sur les intrants destinés

à la production exportée, sera prolongé d'un an. Les entreprises bénéficieront également d'un répit de deux mois pour le paiement de certains impôts fédéraux, tandis que le programme *Reintegra* sera élargi : il permettra désormais un retour de 6% des taxes pour les micro et petites entreprises et de 3% pour les moyennes et grandes, jusqu'à fin 2026. L'impact budgétaire de ce mécanisme est évalué à environ 5 Md BRL.

**Le gouvernement inclut aussi des instruments de soutien à la demande interne pour compenser la chute des ventes extérieures.** Les organismes publics pourront acheter plus facilement des produits agroalimentaires destinés à la restauration scolaire et hospitalière, afin d'absorber une partie de la production affectée. De même, une Chambre nationale de suivi de l'emploi sera créée pour contrôler l'impact des mesures sur l'emploi et garantir que les entreprises bénéficiaires respectent l'engagement de maintenir leurs effectifs.

**Au-delà des mesures économiques, le plan intègre une dimension diplomatique.** Le Brésil entend diversifier ses débouchés en accélérant les négociations commerciales avec l'Inde, le Canada, les Émirats arabes unis et le Vietnam, tout en maintenant un canal de dialogue avec Washington. Le gouvernement mise sur le multilatéralisme et sur des alliances dans le cadre du Brics pour réduire la dépendance aux États-Unis et renforcer la résilience du commerce extérieur.

**Les détails du plan devraient être annoncés cette semaine, avec la publication attendue des conditions de crédit et des critères d'éligibilité des entreprises bénéficiaires.** Ce train de mesures intervient dans un contexte de forte tension commerciale, après que le président des États-Unis a décrété une surtaxe de 50% sur les importations brésiliennes, en représailles aux poursuites judiciaires visant l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro. Parallèlement, Washington a ouvert une

enquête commerciale pour examiner les pratiques du Brésil, accentuant l'incertitude autour des exportations. Face à ces pressions, le gouvernement brésilien a rappelé que le pays ne négocie pas sa souveraineté, soulignant que les attaques de Donald Trump visent directement le fonctionnement indépendant de son système judiciaire.

## **Le Brésil réplique aux accusations commerciales américaines et défend son système de paiements Pix**

**Le gouvernement brésilien a présenté un mémoire en défense en réponse à l'enquête ouverte par Washington au titre de la section 301 de sa loi commerciale,** enquête déclenchée après l'annonce du président Etats-unien Donald Trump de surtaxer de 50% les exportations brésiliennes. Le rapport affirme que les accusations américaines de pratiques commerciales déloyales n'ont aucune base juridique ni factuelle. Ce document de 91 pages, transmis au représentant américain au commerce, met en avant la transparence et la neutralité des politiques brésiliennes, leur conformité avec les règles de l'OMC et rappelle que, contrairement à l'idée d'un préjudice aux États-Unis, ce sont eux qui dégagent depuis des années un excédent commercial dans la relation bilatérale. Brasília refuse en outre de reconnaître la légitimité d'une enquête unilatérale et appelle Washington à régler ses différends dans le cadre multilatéral, seul forum reconnu par les deux pays.

**Le rapport répond à tous les points soulevés par Washington, qu'il s'agisse du commerce numérique, de la propriété intellectuelle, de l'éthanol, de la lutte anticorruption, de**

**l'environnement ou encore des régimes tarifaires préférentiels.** Pour chacun de ces volets, Brasília a rejeté l'accusation de discrimination, en soulignant la complémentarité des deux économies et l'importance des investissements croisés. Le gouvernement précise que les mesures contestées – du Pix aux règles environnementales, en passant par les politiques anticorruption ou les conditions d'accès au marché de l'éthanol – ont été conçues pour moderniser l'économie brésilienne et promouvoir des pratiques durables, et non pour exclure des acteurs étrangers. Les autorités rappellent enfin que le recours par les États-Unis à la section 301, mesure unilatérale, fragilise le système multilatéral de commerce et crée un précédent dangereux.

**La défense brésilienne a particulièrement mis l'accent sur le Pix, devenu l'objet central de la controverse.** Ce système de paiements instantanés, lancé en 2020 et administré par la Banque centrale du Brésil, est aujourd'hui utilisé par plus de 160 M de personnes, soit près des trois quarts de la population, et représente environ la moitié des transactions du pays. Gratuit pour les particuliers et peu coûteux pour les commerçants, le Pix a favorisé l'inclusion financière de près de 70 M de citoyens jusque-là exclus du système bancaire, tout en réduisant les frais de transaction et en renforçant ainsi le pouvoir d'achat des populations les plus défavorisées. Selon le gouvernement, son fonctionnement est neutre et n'empêche en rien la présence d'acteurs étrangers, comme en témoigne l'existence de solutions analogues aux États-Unis (FedNow). Lula a qualifié Pix de « patrimoine du peuple brésilien » et a lancé une campagne nationale sur les réseaux sociaux pour affirmer qu'il ne saurait être remis en cause par des pressions extérieures.

**L'ampleur de la controverse tient à l'impact économique et social du Pix.** En à peine cinq ans, il a supplanté l'usage du cash et des cartes, dynamisé la concurrence bancaire et favorisé l'émergence d'acteurs comme Nubank,

aujourd'hui premier acteur numérique d'Amérique latine. Il a permis à des millions de petits commerçants et de travailleurs informels de recevoir des paiements immédiats sans frais, réduisant la dépendance aux espèces et contribuant à une plus grande productivité. Pour beaucoup, notamment dans les communautés les plus éloignées, Pix représente la première porte d'entrée dans le système financier.

**C'est précisément cette réussite qui a suscité la méfiance des grands réseaux de cartes et des plateformes technologiques américaines,** en perte de vitesse face à une infrastructure publique robuste et gratuite. Washington estime que ce modèle nuit à la compétitivité de ses entreprises, alors que pour Brasilia, il s'agit simplement d'un choix d'innovation souverain, comparable à ceux opérés ailleurs. Le gouvernement souligne que d'autres pays développent aujourd'hui des systèmes similaires, inspirés de l'exemple brésilien, et que les accusations américaines relèvent davantage de la défense d'intérêts privés que d'un véritable enjeu commercial.

**Pour les autorités brésiliennes, cette offensive américaine s'inscrit dans un contexte politique plus large.** L'enquête commerciale a été lancée quelques jours après que Donald Trump a annoncé des surtaxes de 50% sur les exportations brésiliennes et exigé l'arrêt du procès de Jair Bolsonaro. Brasilia y voit une tentative d'ingérence dans ses affaires internes, confirmant que la controverse dépasse largement le terrain économique. En réaffirmant sa détermination à défendre le Pix et en récusant les accusations américaines, le gouvernement brésilien entend protéger un instrument devenu symbole de modernisation, d'inclusion et de souveraineté.

## **L'activité économique s'essouffle au 2ème trimestre d'après les premières estimations**

**L'estimation provisoire du PIB brésilien, calculée par la Banque centrale, révèle un net ralentissement de l'économie au deuxième trimestre.** L'Indice d'activité économique (IBC-Br) a reculé de 0,1% en juin par rapport à mai, enregistrant ainsi un deuxième mois consécutif de baisse. Sur l'ensemble du trimestre, l'indicateur progresse encore de 0,3% après correction saisonnière, mais ce rythme contraste fortement avec celui du premier trimestre, marqué par une expansion de 1,5%.

**L'IBC-Br enregistre encore une progression de 3,9% sur douze mois cumulés, mais le rythme s'affaiblit :** la hausse n'est plus que de 1,4% en juin 2025 par rapport à juin 2024. La contraction observée au cours des deux derniers mois résulte principalement du recul de l'agriculture et de l'élevage (-3,1% sur le trimestre), après la forte expansion du début d'année. Ces activités, très saisonnières, étaient toutefois attendues en correction. Parallèlement, les secteurs les plus sensibles au cycle du crédit montrent eux aussi des signes de ralentissement diffus.

**Le ralentissement économique s'explique en grande partie par le resserrement monétaire engagé depuis fin 2024.** Avec un taux directeur (Selic) maintenu à 15% — son plus haut niveau depuis près de vingt ans — le crédit est devenu plus coûteux, pesant sur l'investissement et la consommation. Cette décélération est un effet attendu de la politique monétaire, visant à contenir l'inflation au prix d'une croissance plus faible. En juin, les services sont restés quasi stables (+0,1%), l'industrie a reculé (-0,1%) et seule la composante fiscale a apporté une contribution légèrement positive.

**L'indicateur de haute fréquence du PIB publié par la Fondation Getulio Vargas (FGV), institut économique**

**indépendante, confirme également un net ralentissement de l'activité au deuxième trimestre.** Selon la Fondation, le PIB a progressé de 0,5% par rapport au premier trimestre, après une hausse de 1,3% en début d'année. L'acquis en douze mois demeure solide (+3,2%), mais la tendance est clairement à la décélération. Du côté de l'offre, l'industrie n'a enregistré qu'un gain limité, concentré dans l'extraction, tandis que les services ont assuré l'essentiel de la croissance. Du côté de la demande, la consommation des ménages, en hausse limitée à 1,5% sur un an, poursuit sa décélération amorcée fin 2024. Les investissements, en repli, illustrent l'effet du coût élevé du crédit sur la formation de capital fixe.

\* \* \*

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : [celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr](mailto:celia.devant-perrotin@dgtrésor.gouv.fr)